



## Analyse de L'impact du Microcrédit sur L'emploi des Jeunes Ruraux dans la Région de l'Extrême Nord Cameroun: Cas du Programme d'Appui au Développement des Emplois Ruraux (PADER)

By Alex Kamgang Ndada, Kamga Mbomback Danielle & Nyore

*Université de Maroua*

**Abstract-** The Cameroonian State, in order to fight against unemployment of its population, has developed and put into practice a whole set of public policy instruments. The National Employment Fund (FNE) is an instrument of choice in this policy. After 30 years of existence, this structure must be evaluated to determine whether it is achieving the objectives that have been assigned to it. To this end, by working with beneficiaries financed by the FNE through the PADER program in the Far North region during 2012, we determined the impact of microcredits granted to populations by this structure to fight against unemployment in rural areas. Using a logistic regression model, we were able to capture the induced effects of this program in our study population. According to the results obtained, the amount of the microcredit is significant in the fight against unemployment, but is low to be able to hire other people, moreover the only sector for which the amount provided has real impact is that of the agricultural sector, the other activities requiring additional contributions.

**Keywords:** FNE: pader, binary logistic regression, diamaré, impact study. rural self-employment, microcredit.

**GJHSS-E Classification:** FOR Code: 149999



*Strictly as per the compliance and regulations of:*



# Analyse de L'impact du Microcrédit sur L'emploi des Jeunes Ruraux dans la Région de l'Extrême Nord Cameroun: Cas du Programme d'Appui au Développement des Emplois Ruraux (PADER)

Alex Kamgang Ndada <sup>α</sup>, Kamga Mbomback Danielle <sup>σ</sup> & Nyore <sup>ρ</sup>

**Résumé-** L'Etat camerounais, dans le souci de lutter contre le chômage de sa population, a développé puis mis en pratique tout un ensemble d'instruments de politique publique. Le Fond National pour l'Emploi (FNE) se trouve être un instrument de choix dans cette politique. Après 30 ans d'existence cette structure; ce doit d'être évalué pour en déterminer si cette dernière atteint les objectifs qui l'ont été attribué. A cet effet, en travaillant avec les bénéficiaires financés par le FNE par l'intermédiaire du programme PADER dans la région de l'Extrême-Nord au cours de l'année 2012, nous avons déterminé l'impact des microcrédits accordés aux populations par cette structure pour lutter contre le chômage en milieu rural. Grâce à un modèle de régression logistique, nous avons pu capter les effets induits de ce programme dans notre population d'étude. D'après les résultats obtenues, le montant du microcrédit se trouve être significatif dans la lutte contre le chômage, mais se trouve être faible pour pouvoir embaucher d'autres personnes, de plus le seul secteur pour lequel le montant fourni a de réel impact est celui du secteur agricole, les autres activités nécessitant des apports supplémentaires.

**Mots-clés:** FNE: pader, régression logistique binaire, diamaré, étude d'impact. auto-emploi rural, microcrédit.

**Abstract** The Cameroon State, in order to fight against unemployment of its population, has developed and put into practice a whole set of public policy instruments. The National Employment Fund (FNE) is an instrument of choice in this policy. After 30 years of existence, this structure must be evaluated to determine whether it is achieving the objectives that have been assigned to it. To this end, by working with beneficiaries financed by the FNE through the PADER program in the Far North region during 2012, we determined the impact of microcredits granted to populations by this structure to fight against unemployment in rural areas. Using a logistic regression model, we were able to capture the induced effects of this program in our study population. According to the results obtained, the amount of the microcredit is significant in the fight against unemployment, but is low to be able to hire other people, moreover the only sector for which the amount provided has real impact is that of the agricultural sector, the other activities requiring additional contributions.

**Author α:** Enseignant à l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Maroua, Université de Maroua-Cameroun, Doctorant à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Maroua-Cameroun. e-mail: Kamgangndadalex@gmail.com

**Author σ:** Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Maroua, Université de Maroua-Cameroun.

**Author ρ:** Enseignant à l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Maroua, Université de Maroua-Cameroun.

**Keywords:** FNE: pader, binary logistic regression, diamaré, impact study. rural self-employment, microcredit.

## I. INTRODUCTION

Au Cameroun, la grande crise qui a frappé le pays entre 1985 et 1994 avait pratiquement réduit les chances des jeunes à accéder à un emploi salarié. Sur cette période, la situation économique du pays était plutôt morose. On est passé d'une période de prospérité relative, marquée par une autorégulation du marché du travail avec l'Etat comme principal employeur à une période de crise survenue dès 1985 (INS, 2010). Celle-ci a remis en cause ce modèle et occasionné ainsi le désengagement progressif de l'Etat du marché du travail. L'équilibre qui prévalait dès lors sur le marché du travail est rompu. Le nouveau contexte fait du secteur privé le principal pourvoyeur d'emplois. Ainsi, la transition entre l'école et le premier emploi décent connaît de longues périodes d'attente pendant lesquelles les jeunes sont le plus souvent confrontés à des emplois précaires. Les nouvelles stratégies de l'emploi mettent désormais l'accent sur des politiques actives et justifient la création et la mise en place des institutions de régulation et des structures spécialisées d'intermédiation pour faciliter le rapprochement de l'offre et de la demande d'emplois. C'est dans ce nouveau cadre que s'est inscrit la stratégie emploi du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) adopté en 2009. Cette stratégie fait des problèmes du chômage et du sous-emploi, une préoccupation particulière. Ils se proposent de concentrer les efforts du pays à la recherche de la croissance et à la redistribution de fruits jusqu'aux couches les plus vulnérables de la population avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes. Au niveau opérationnel, plusieurs instruments sont mis en place pour résoudre les problèmes d'emploi des jeunes à savoir: la création du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP), la création de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEFOP), la création de l'Observatoire National du Travail (ONT), la création du Fonds National de l'Emploi (FNE), la création du Conseil National de la Jeunesse etc. De même, la promotion de l'auto emploi

et de l'emploi des jeunes est faite entre autres à travers : le Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel (PIAASI), le Programme d'Emplois Diplômés (PED) et le Projet d'Appui au Développement des Emplois Ruraux (PADER). Le projet d'appui au secteur de l'artisanat, le Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine (PAJER-U), le Projet d'Insertion Socio-économique des Jeunes par la création des Micro entreprises de Fabrication du Matériel Sportif (PIFMAS), le Programme d'Appui au Retour des Immigrés Camerounais (PARIC), etc. (INS, 2010). Malgré ces différentes mesures, la situation des jeunes sur le marché du travail et principalement en milieu rural n'est guère reluisante. La problématique de l'emploi constitue l'une des préoccupations essentielles de tous les Etats et sociétés. Toutes les solutions envisageables n'écartent pas l'itinéraire de la croissance économique et la valorisation du potentiel humain.

Face à la montée de ce problème social, des pistes de solutions ont été expérimenté parmi lesquels l'entreprenariat, qui devient essentiel pour résorber le chômage. Et les initiatives viennent souvent de particuliers novateurs, très souvent même de chômeurs, mais qui n'ont pas tous les moyens d'emprunter des sommes significatives pour lancer leurs projets, ni des banques prêtes à les soutenir. Les chômeurs ne possédant pas les garanties requises par les banques classiques se tournent généralement vers des établissements de microfinance à la quête de financement. Dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun, l'Etat par l'intermédiaire du FNE a mis en place depuis plusieurs années des mécanismes devant permettre d'absorber les chômeurs parmi lesquels le projet HIMO (Haute Intensité de Main d'œuvre), le programme PADER etc. Le PADER à la différence des autres projets et programmes implantés au sein du FNE, vise à promouvoir l'entreprenariat en milieu rural ; Ceci n'est possible que grâce au microcrédit fourni par ce projet, qui utilise les mécanismes issus de la microfinance pour financer les entrepreneurs se localisant principalement en milieu rural. Cela pose alors la problématique de l'évaluation de son impact sur les revenus et le bien être des ménages des populations ciblées par ce programme (Conning, 1999).

Le développement des activités du secteur primaire peut être utilisé comme un puissant levier pour réduire le chômage dans le monde rural, et même dans tout le pays. Le monde rural abrite en effet plus de la moitié de nos populations, et apparaît comme un énorme gisement d'emplois, en même temps qu'un important espace de lutte contre la pauvreté. C'est fort de ce constat que le Fond Nationale de l'Emploi (FNE), dans le cadre de sa mission de promotion de l'emploi, a conçu et développé le PADER (Programme d'appui au développement des emplois ruraux). Le PADER est un programme qui vise la promotion de l'emploi et la lutte contre la pauvreté en milieu rural, à travers le

renforcement des capacités des populations dans divers domaines de production. Au regard de l'incapacité de l'État à résorber le chômage, il accompagne ces derniers dans le sens de l'autoproduction. Plus spécifiquement, à travers la formation, le financement des auto-emplois et le suivi-encadrement des populations rurales dans diverses activités de production, il permet de développer les savoir-faire techniques des populations rurales pour un meilleur rendement de leurs activités de production; d'accroître les revenus (corollaire de la réduction de la pauvreté) en milieu rural ; de réduire l'exode rural et le chômage urbain en rendant attrayantes les conditions de vie en milieu rural; de contribuer à la croissance en général par le biais du développement des activités du milieu rural; de favoriser les regroupements des producteurs en GIC, GIE ou toute autre forme d'association, dans l'optique de stimuler toutes les actions socio-économiques, à l'exemple de la création des caisses mutuelles, nécessaires au développement de leurs activités ; et de saisir au mieux les opportunités qu'offrent d'autres structures d'appui. Il s'adresse à toutes personnes des deux sexes résidentes ou susceptibles de résider en milieu rural pour y exercer des activités de production.

Afin de sécuriser leur investissement en milieu rural les acteurs du PADER mettent sur pied les mécanismes de rente et de contrôle. Car bien que le projet soit initié par l'État, les bénéficiaires se doivent de rembourser une partie du financement sous certaines conditions. Le tableau ci-dessous est divisé en quatre sections avec des finalités différentes.

Tableau 1: Synthèse des différents projets de développement agricole dans l'accompagnement des jeunes en milieu rural camerounais

Finalité Économique	Objectifs Généraux Du Projet	Objectifs Et Sous Objectifs Intermédiaires		Moyens Envisagés
Optimisation agricole	<p>Accroître la production vivrière et commerciale globale</p> <p>Amoindrir les fluctuations des récoltes</p> <p>Diversifier les productions agricoles et alimentaires</p>	<p>Accroître les rendements</p> <p>Étendre les surfaces exploitables</p> <p>Limiter les dégâts de la sécheresse</p> <p>Développer l'élevage des porcins</p>	<p>Fertilisation chimique</p> <p>Lutte intégrée contre les ennemis des cultures</p> <p>Petite irrigation</p> <p>Vaccination</p> <p>Bâtiments d'élevage</p>	<p>Crédit de campagne</p> <p>Approvisionnement en intrants</p> <p>Formation des jeunes</p> <p>Formations de techniciens</p> <p>Crédit d'équipement</p>

Au premier rang, on aperçoit les finalités politiques, économiques et sociales. En d'autres termes, c'est l'objectif majeur du projet qui n'est autre que l'optimisation agricole. Au deuxième rang, il y a les objectifs généraux et les sous-objectifs intermédiaires du projet. C'est à ce niveau que se joue la participation des bénéficiaires du programme en général et des jeunes en particulier par l'intermédiaire des cadres du programme. Ces derniers favorisent l'approche participative par la mise sur pied de nouvelles stratégies de production, les innovations et les discussions de groupe. Il est question d'accroître la production vivrière et commerciale globale en amoindrissant les fluctuations des récoltes et en diversifiant les productions agricoles et alimentaires. Mais ces objectifs ne peuvent être atteints que par l'accroissement des rendements, l'extension des surfaces exploitables et le développement de l'élevage de certaines espèces. Quant aux autres moyens envisagés, ils se recrutent au niveau de la population locale.

Pour atteindre les objectifs envisagés, les crédits sont accordés aux agriculteurs, l'approvisionnement en intrants agricoles étant assuré. À cela il faut également ajouter la formation des paysans en général et celle des jeunes en particulier, sans toutefois oublier l'octroi des crédits d'équipement. Ce partenariat est basé sur une approche participative des populations et des structures d'encadrement, le PADER est un programme interactif formation-financement des auto-emplois. Sa mise en application comporte cinq étapes qui sont : (i) La campagne d'information et des sensibilisations ; (ii) L'identification et la sélection des candidats ; (iii) La formation ; (iv) Le financement et l'installation en auto-emploi ; (v) Le suivi-encadrement et le recouvrement.

## II. LE DÉBAT DE L'IMPACT DE LA MICROFINANCE

L'analyse théorique de la mesure de l'impact de la microfinance révèle qu'il existe deux grands courants de mesure de l'impact. Ces courants sont le fruit des deux approches générales du microcrédit. Une qui est qualifiée « d'institutionnaliste » (ou minimaliste), d'une part, et l'autre dite maximaliste qui s'intéresse au bien-être des populations concernées, d'autre part. Pour les institutionnalistes (Otero, 1999), une Institution de microfinance (IMF) qui augmente sa clientèle et enregistre des taux élevés de remboursement, est en mesure de couvrir ses coûts. Elle ne dépend donc plus de subventions. Ce qui prouve que les clients sont satisfaits des services. Son impact est donc jugé positif. Sa performance financière peut ainsi être privilégiée par rapport à l'impact sur les clients. En revanche, la logique dite du « bien-être » vise à aller plus en profondeur (en termes de budget et de technique) afin d'évaluer l'impact de la microfinance sur l'ensemble des bénéficiaires. Cette approche insiste sur l'impact du service du point de vue de ses clients. Elle permet une analyse des contraintes des clients et des raisons de succès, d'échec ou d'abandon de ceux-ci par rapport au programme de microfinance. Dans ce cas, on ne s'interroge pas sur la question du nombre de clients atteints, mais plutôt sur le type de clients ciblés et sur l'adéquation entre leurs besoins et les services offerts. Bien que son coût soit plus élevé en termes de financement et de procédés, cette manière de procéder est particulièrement intéressante parce qu'elle se fonde sur les besoins de management nécessaires à l'amélioration du fonctionnement des institutions.

L'approche institutionnaliste souligne l'importance de mettre en place des institutions de microfinance viable pour servir les clients qui sont exclus du système financier classique. Il serait judicieux

de créer des institutions viables et autonomes financièrement pour que l'impact sur la pauvreté soit efficace. Pour les institutionnalistes, l'efficacité de l'impact de la microfinance restera limitée tant que ces opérations dépendent des subventions des gouvernements et d'autres donateurs. Ces charges doivent être couvertes par les revenus des activités réalisées. Cet apport financier de la part des donneurs peut cesser à tout moment selon leurs objectifs changeant et en fonction de leurs intérêts. Ce qui pousse les institutions de microfinance à se prendre en charge et donc d'être autonome puisque ces capitaux ne sont pas de sources de fonds fiables à long terme.

Les welfaristes ont une vision différente de celle des institutionnalistes pour réduire la pauvreté en utilisant comme outil la microfinance. Leurs points de vue est défendue par différents auteurs tels que Morduch (1999), Woller, et al., (1999) ou encore Simanowitz (2002). Les welfaristes reconnaissent la nécessité de combattre la pauvreté dans le monde et mettent le plus de poids dans la profondeur de ladite pauvreté. Ils se concentrent sur le bien être des clients et leur objectif est avant tout l'auto-emploi des plus pauvres, des pauvres économiquement actifs et notamment les femmes. Ces dernières font preuve de sérieux au niveau de remboursement et le surplus de revenu réalisé est supposé leur donner les moyens d'améliorer immédiatement leurs conditions de vie pour eux et leurs enfants. Il permet également d'avoir un impact sur l'empowerment des femmes. Par ailleurs, selon cette approche welfariste (du bien-être social), une institution de microfinance peut être pérenne et viable à long terme et peut même se développer sans qu'elles soient financièrement indépendantes.

L'autonomie n'est pas un impératif mais elle reste souhaitable. En fait, les investisseurs sociaux qui subventionnent les institutions de microfinance sont plutôt préoccupés par la réduction de la pauvreté. Ils ne sont pas guidés par la recherche des profits. Leur objectif est de permettre à travers ces investissements des retombées positives en termes d'impact sociaux-économique à travers la participation des programmes des institutions de microfinance par les bénéficiaires. Woller, Dunford et Woodward (1999) remettent en cause l'idée selon laquelle seule l'institution de microfinance ayant atteint l'autonomie financière peut prétendre à un impact positif sur le bien-être de la population pauvre. Au contraire, ces institutions de microfinance bénéficiant des subventions atteignent plus facilement les populations très pauvres. L'exigence de la rentabilité et donc de la performance financière pourrait amener à une commercialisation des institutions de microfinance. Ce qui peut conduire à terme l'effacement de leur mission sociale qui est de faciliter l'accès au crédit des plus pauvres et de là réduire la pauvreté en assurant un meilleur développement de ces pays.

D'une manière générale, ce sont les institutions de microfinance soutenue financièrement qui ont pu innover et se développer. C'est le cas de la Gramen Bank avec son système de prêt de groupe qui avait pour but de réintégrer dans le système financier les pauvres exclus des systèmes financiers. Selon Chao-Béroff (1997), on risque d'abandonner les clients les plus pauvres au profit des plus solvables où le défaut de paiement est moindre mais aussi les régions rurales peu peuplées et difficiles d'accès au profit des zones urbaines plus denses ayant plus d'opportunités en terme commercial et de création d'activités génératrices de revenus. Pour les welfaristes, les institutionnalistes veulent imposer voire légitimer pour l'ensemble des intervenants dans le secteur de la microfinance des « meilleures pratiques » qui serviront de normes et de valeurs à respecter. Ce que réfutent les Welfaristes, pour qui l'objectif principal est d'aider directement ces populations très pauvres. Cette idée « de définir des «meilleures pratiques » risque de favoriser un seul modèle unique d'institution de microfinance, et donc de freiner toute innovation dans l'offre de nouveaux produits pour les populations les plus démunies » (Dugas-Iregui, 2007). En conséquence, ces deux approches s'accordent sur un point essentiel qui est la lutte contre la pauvreté en fournissant de services financiers à ces populations pauvres exclus du système traditionnel. Par contre, ils divergent sur la méthode à adopter pour faire face à cette pauvreté grandissante dans le monde. La présente analyse théorique nous conduit à nous ranger du point de vue de ceux qui pensent que la mesure de l'impact de la microfinance doit se fonder sur le bien-être des populations concernées.

### III. REVUE DE LA LITTÉRATURE

L'émergence du microcrédit est issu des travaux du Pr Mohamed Yunus, le fondateur de la Grameen Bank<sup>1</sup> qui a eu l'idée du microcrédit à la suite de sa rencontre avec une marchande de paniers, enfermée dans une trappe à pauvreté car elle ne pouvait pas obtenir le crédit qui lui aurait permis d'acheter le bambou nécessaire à la fabrication de ses paniers. Sans ce crédit, elle était dépendante d'un fournisseur qui lui rachetait ses paniers à un prix dérisoire. L'essentiel de la littérature économique s'agissant de la microfinance, étudie celle-ci comme étant l'œuvre du secteur privé ; Le microcrédit fournit par le FNE au travers de son projet PADER peut être considéré comme une « institution de microfinance » émit par l'Etat comme instrument susceptible de réduire le chômage de sa population et dont la principale particularité est qu'elle ne fournit du crédits qu'aux

<sup>1</sup> Banque des pauvres

individus qui sont répertoriés dans la base nationale du FNE, ce qui se rapproche d'avantage des IMF de deuxième degré donc l'exemple est celui du réseau CAMCCUL<sup>2</sup> ainsi que du réseau MC2<sup>3</sup>. Dans ces IMF pour pouvoir bénéficier d'un microcrédit, il faut être membre de la mutuelle, ainsi donc nous pouvons ranger le projet PADER comme une « institution de microfinance ».

Parmi les travaux académiques qui ont été publiés ces dernières années, très peu font allusions à l'impact du microcrédit sur le chômage mais d'avantage sur la pauvreté des individus; Nous retiendrons en particulier la synthèse proposée par Sebstad et Chen (1996). Bien que ce travail ait presque 25 ans, il reste à ce jour le plus important dans ce domaine. De plus, l'actualisation de cette étude montre que ses résultats n'ont pas été remis en question depuis. L'analyse porte sur un échantillon de 32 études d'impact, portant sur 41 projets différents dans 24 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Le type d'impacts considérés concerne bien sûr l'activité de l'entreprise, ce qui historiquement a constitué le principal objectif des premières évaluations, mais également et de plus en plus, le bien être des bénéficiaires, au niveau individuel ou des ménages, voire même des communautés auxquelles ils appartiennent. Du point de vue des méthodes employées, les auteurs ont cherché à privilégier les études mettant en œuvre les méthodologies les plus appropriées pour traiter de la question de l'impact, notamment en tentant d'isoler l'effet spécifique des projets de l'ensemble d'autres facteurs exogènes. Si l'analyse comprend quelques études de cas et des évaluations de type « avant-après », 19 études sur les 32 sont basées sur des protocoles d'enquêtes quasi-expérimentaux. Les résultats obtenus peuvent être classés suivant l'unité de base sur laquelle l'impact est mesuré. C'est au niveau de l'unité de production que l'impact est le plus souvent considéré comme positif, comme en atteste 26 des 32 études. En général, le crédit accroît significativement les variables d'output (chiffre d'affaires, production, valeur ajoutée, profit) et l'accumulation du capital. Les résultats sont plus mitigés en ce qui concerne l'emploi. Bien que la plupart des études identifient un effet positif, celui-ci est relativement faible, et porte plus sur la charge horaire des micro-entrepreneurs ou des travailleurs en place (notamment les aides familiaux) que sur l'embauche de nouveaux salariés. L'impact en termes de changement technologique et de diversification des activités productives est également limité. Il semble que seul un nombre restreint d'entreprises, plutôt mieux dotées que la moyenne des clients et ayant bénéficié de

nombreux prêts, réussissent à enclencher un processus d'innovation.

Les ressources présentant un niveau élevé de fongibilité à l'échelle des ménages, l'impact du microcrédit est aussi important à ce niveau. Un accroissement des revenus et de la consommation, ainsi que des actifs détenus est le plus souvent attesté, ce qui joue évidemment sur la réduction de la pauvreté monétaire. Plus finement, trois des six études qui abordent cette question montrent que la part budgétaire consacrée à l'alimentation ou aux biens de première nécessité a tendance à se réduire, indice que le crédit permet de s'éloigner de stratégies de pure subsistance. En revanche, les résultats sont moins probants en matière de qualité de la diète quotidienne et de nutrition, de santé et d'éducation des enfants. Dans tous les cas, l'impact est au pire nul et jamais négatif. Quant aux études abordant les questions de dynamique intra-familiale, moins nombreuses et plus complexes à mettre en œuvre, elles tendent à montrer que les programmes de micro-crédit auraient également un impact au niveau individuel. Le crédit jouerait positivement sur le pouvoir des femmes, l'effet étant plus marqué en Asie qu'en Afrique. D'ailleurs, le genre apparaît à beaucoup d'auteurs comme une entrée essentielle, non seulement parce que nombre de projets la retiennent comme critère d'allocation du fait du caractère sexué très prononcé des activités informelles, mais aussi parce que l'impact du crédit n'est pas toujours le même suivant le sexe du bénéficiaire.

#### IV. DONNÉES ET MÉTHODOLOGIE

##### a) Données

La démarche que nous envisageons utiliser au cours de ce travail est multiforme: l'investigation statistique est destinée à tester les relations causales entre le microcrédit considéré comme un service financier et le chômage comme un phénomène à éradiquer. Le travail que nous entreprenons, est une étude de cas sur un échantillon portant sur 300 promoteurs du Fonds National de l'Emploi (Agence Extrême-Nord) ayant reçu un financement au cours de la période 2012. Le choix de prélèvement de notre échantillon est effectué en vue d'une large vision (7 ans) sur la dynamique d'auto-emploi et son financement par le Fonds National de l'Emploi. Le chômage comme d'ailleurs la pauvreté sont des réalités qui s'apprécient dans la durée. Le choix de l'année 2012 est motivé par la maîtrise du processus d'accompagnement des promoteurs par le personnel du FNE impliqué dans la création d'activités. Les données ont deux sources complémentaires: grâce au dossier de financement issu du FNE, des informations sur le montant du crédit, la localisation ainsi que l'activité réalisée par les entrepreneurs ayant reçu un financement en 2012. Une base de données a été constituée à partir des réponses

<sup>2</sup> Cameroon Cooperative Credit Union League

<sup>3</sup> Mutuelle communautaire de croissance

obtenues du questionnaire établi. Les observations concernant les différentes localités ont été regroupées dans un même et unique fichier de façon à pouvoir être analysées de manière globale.

b) *Le modèle de régression logistique binaire*

La régression logistique<sup>4</sup> est une technique prédictive qui vise à construire un modèle permettant de prédire ou expliquer les valeurs prises par une variable cible qualitative (le plus souvent binaire, on parle alors de régression logistique binaire; si elle possède plus de 2 modalités, on parle de régression logistique polytomique à partir d'un ensemble de variables explicatives quantitatives ou qualitatives. Plus précisément, la régression logistique a pour but d'isoler les effets de chaque variable, c'est-à-dire d'identifier les effets résiduels d'une variable explicative sur une variable d'intérêt. Comme pour la régression linéaire et le modèle de Cox<sup>5</sup> ???. Il s'agit donc d'un modèle permettant de relier la variable dépendante Y a des variables explicatives  $X_1, X_2, \dots, X_n$  (matrice X de n variables prédictive), qui est modélisé par:  
 $g[E(Y)] = X\beta$  ;

Où :

- $E(Y)$  est l'espérance mathématique de la variable aléatoire
- Y est l'espérance mathématique de la variable aléatoire Y
- $X\beta = \beta_0 + \beta_1 X_1 + \beta_2 X_2 + \dots + \beta_n X_n$  avec  $\beta_0, \dots, \beta_n$  les coefficients, et g est une fonction appelée fonction de lien.

Le modèle utilisé dans le cadre de ce papier se définit comme étant une technique permettant d'ajuster une surface de régression à des données, lorsque la variable dépendante est dichotomique. Cette technique est utilisée pour des études ayant pour but de vérifier si des variables indépendantes peuvent prédire une variable dépendante dichotomique. L'objectif est de modéliser, en fonction de x, la probabilité d'appartenance à une des deux catégories, appelée succès ou évènement. Nous notons cette probabilité  $\pi(x_i)$ , ou plus simplement  $\pi$ .

La forme du modèle logistique est la suivante:

$$\pi = \frac{e^{(\beta_0 + \beta_1 X_1 + \beta_2 X_2 + \dots + \beta_n X_n)}}{1 + e^{(\beta_0 + \beta_1 X_1 + \beta_2 X_2 + \dots + \beta_n X_n)}}$$

Les probabilités  $\pi(x_i)$  évoluent cependant de manière non linéaire en fonction de  $x_i$ . De plus, la variance de ces probabilités varie avec  $x_i$ . Il en résulte que l'utilisation d'un modèle linéaire exprimant  $\pi$  en fonction de x et ajusté par les moindres carrés classiques n'est pas une solution adéquate, les conditions d'application de la régression linéaire et constance de la variance conditionnelle n'étant pas remplies. Pour cette raison, on effectue une transformation de la probabilité de succès  $g(\pi(x_i))$ . Pour effectuer cette transformation, sous une forme linéaire, il est primordial d'effectuer une transformation de type *Logit* tel que:

$$\text{Logit}(\pi_i) = \log\left(\frac{\pi_i}{1 - \pi_i}\right) = g = \beta_0 + \beta_1 X_1 + \beta_2 X_2 + \dots + \beta_n X_n$$

L'application du modèle logistique binaire se base sur un ensemble de variables décrites dans le tableau suivant.

Liste des variables retenues pour l'analyse économétrique

<sup>4</sup> L'astuce de la régression logistique consiste non pas à modéliser la variable qualitative Y mais la probabilité que celle-ci se réalise

<sup>5</sup> Le modèle de Cox, nommé ainsi d'après le statisticien britannique David Cox est une classe de modèles de survie étudiant le temps écoulé avant qu'un évènement ne survienne.

Variables	Libellés	Modalités	Signe attendu
ImpC	Impact sur l'auto emploi	1. Non 2. Oui	
Genen	Genre de l'enquêté	1. Masculin 2. Féminin	+/-
Nivin	Niveau d'instruction	1. N'a pas été à l'école 2. Ecole coranique 3. Primaire 4. Moyenne 5. Secondaire 6. Université	+
Ageen	Age de l'enquêté		+/-
Reac	Le revenu de vos activités après le microcrédit, vous a permis d'épargner	1. Faible 2. Moyen 3. Elevé	+/-
Montant	Montant crédit		+/-
Maroquinerie	Maroquinerie	1. Non 2. Oui	+/-
Acgricul	Agriculture	1. Non 2. Oui	+/-
Acforge	Forge	1. Non 2. Oui	+/-
Couture	Couture	1. Non 2. Oui	+/-

Le modèle est estimé pas la méthode dite du maximum de vraisemblance, qui est une technique qui, sous l'hypothèse que les variables ont une distribution connue, usuellement la distribution normale, permet d'estimer les paramètres d'un modèle (d'une équation ou d'un système, linéaire ou non linéaire) avec des restrictions sur les paramètres (coefficients, matrice de

variances et covariances) ou non. Plus spécifiquement, la technique consiste à construire une fonction appelée fonction de vraisemblance (construite à partir de la fonction de densité) et à maximiser son logarithme par rapport aux paramètres inconnus. Nous obtenons le modèle suivant.

$$\text{Logit}[p(\text{Im}_{pc} \left( \begin{array}{c} \text{Genen, Nivin, Maroquinerie} \\ \text{Ageen, Reac, Montant, Couture, } \\ \text{Acgricul, Emploi} + \beta_{10} \text{Acsforge} \end{array} \right))] = \beta_1 \text{Genen} + \beta_2 \text{Nivin} + \beta_3 \text{Maroquinerie} + \beta_4 \text{Ageen} + \beta_5 \text{Reac} + \beta_6 \text{Montant} + \beta_7 \text{Couture} + \beta_8 \text{Acgricul} + \beta_9 \text{Emploi} + \beta_{10} \text{Acsforge}$$

De part cette conception, le modèle économétrique ainsi formulé essaye d'évaluer l'effet des services financiers sur les différentes activités économiques financées par le PADER mais aussi et surtout sur sa capacité à employer des jeunes ruraux dans les différentes localités d'implantation du projet.

## V. RÉSULTATS

### a) Caractérisation de la population

L'évaluation des AGR (Activités Génératrices de Revenu) dans le cadre d'une analyse d'impact vise principalement à mesurer les secteurs d'activités qui engendrent le plus de profit aux bénéficiaires à cet effet, plusieurs secteurs d'activités ont été financés par le PADER au courant de l'année 2012.

### Secteurs d'activités financés

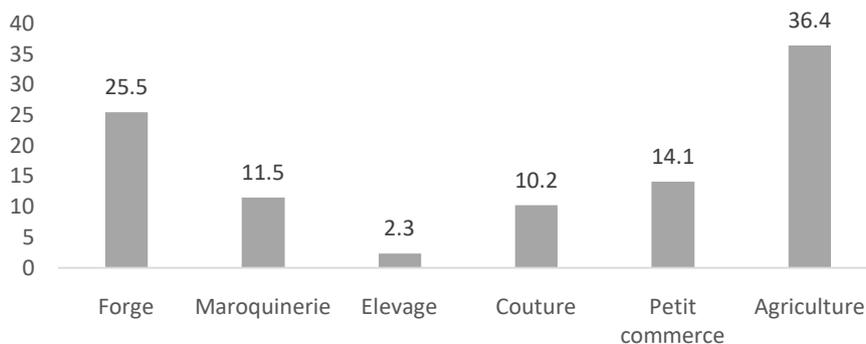


Figure 1

Il ressort de l'histogramme ci-dessus que, l'agriculture est le secteur d'activité possédant la plus grande importance dans la vie économique de la population d'étude, en effet 36.4% de la population d'étude pratique cette activité et se localise principalement dans la localité de Bogu, suivi de ceux réalisant la forge avec 25.5% et se localisant principalement dans la localité de Maroua II<sup>ème</sup>. suivie de

ceux réalisant le petit commerce (14.1%), maroquinerie (11.5%). Ces résultats s'expliquent d'avantage par le fait que, les populations ainsi enquêtés sont essentiellement rurales, malgré l'urbanisation galopante du département. En captant la perception de la population d'étude par rapport à l'impact du microcrédit obtenu sur leurs activités économiques, on obtient la figure ci-dessous.

### Impact du microcrédit par secteur d'activités

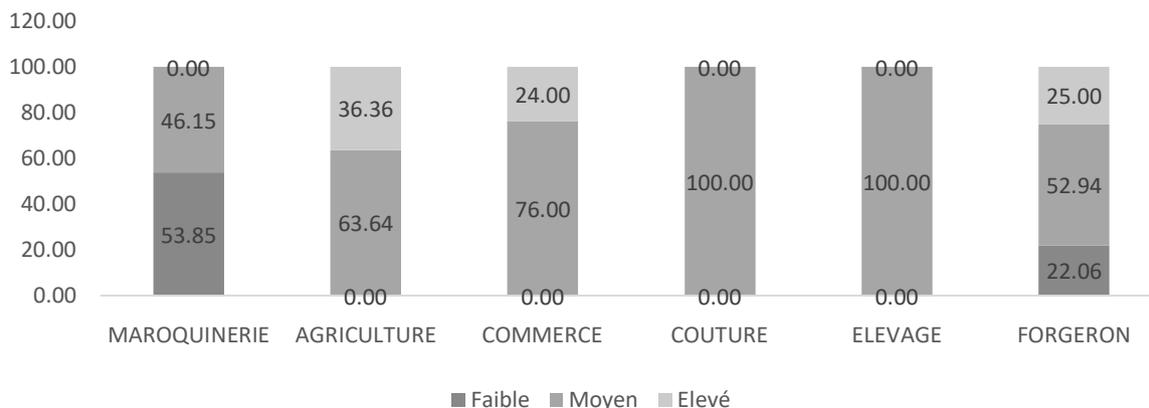


Figure 2

L'analyse permet de constater que, l'activité pour lequel les bénéficiaires prétendent avoir un impact moyen est celles de la couture et de l'élevage ; cela s'explique par le faible effectif de ces activités par rapport aux autres activités. L'impact élevé est rencontré dans l'agriculture suivi de la forge et du commerce. L'impact élevé provient du fait que, ces activités ne nécessitent pas d'investissement lourd dans ces localités; Il s'agit pour l'essentiel d'activités de subsistances.

leur quotidien, leur revenu et enfin sur la lutte contre le chômage dans le département; les résultats sont regroupés dans la figure ci-dessous.

Dans la suite de nos analyse, grâce à une échelle de Likert, il est capté la perception des enquêtés vis-à-vis de l'impact du microcrédit reçu du PADER sur

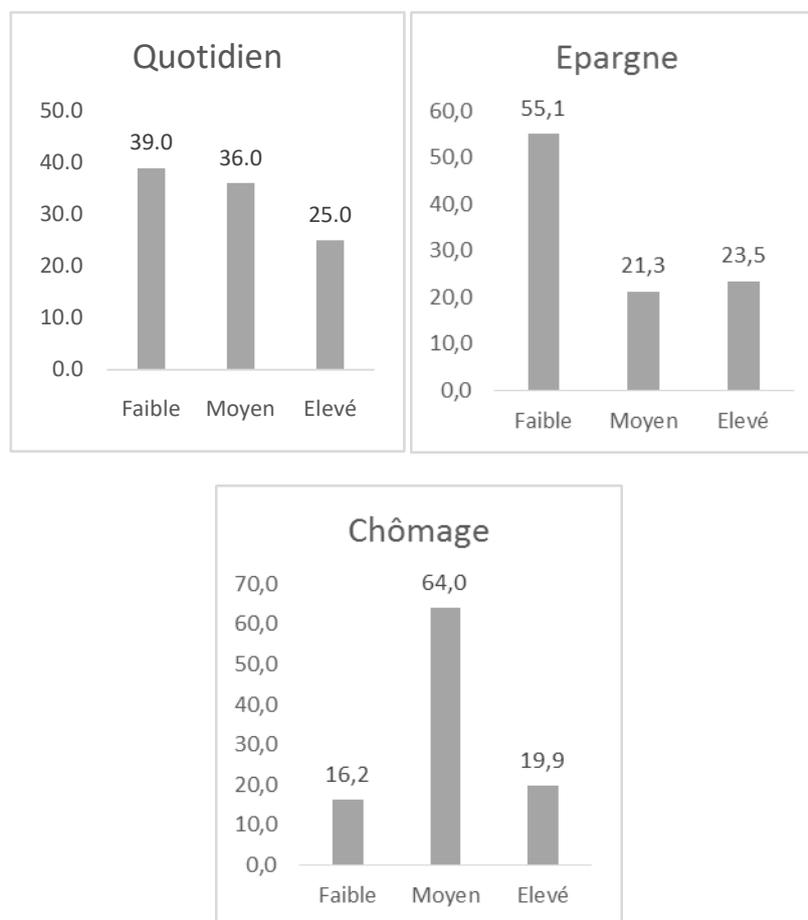


Figure 3

Il est constaté que, 39% de la population considère que le microcrédit a impacté faiblement sur leur quotidien, une proportion relativement faible 36% considère avoir un impact moyen et la minorité 25% un impact élevé. Il faut noter que les montants alloués par ce programme se trouvent être très faibles pour pouvoir créer une perception de satisfaction réelle chez les ruraux. A la question de savoir « Le revenu de vos activités après le microcrédit vous a permis d'épargner », les analyses de la figure ci-dessus révèlent que le microcrédit a eu un impact faible pour l'épargne pour la majorité des enquêtés 55,1%. Aussi, pour 23,5% d'enquêtés le microcrédit a eu un impact élevé. Enfin, pour 21,3% d'enquêtés le microcrédit a eu un impact considérable sur l'épargne. En effet, la réalisation de l'épargne comme processus d'amortissement d'un choc endogène ou exogène futur est principalement réalisée par les ménages pouvant subvenir à leur besoin présent, ce qui n'est pas le cas de notre population d'étude mais aussi et surtout pour ceux de la région de l'Extrême-Nord Cameroun, qui est l'une des régions les plus pauvres du pays selon INS (2010). Nous constatons également sur la même figure que pour la majorité des personnes soit 64% d'enquêtés, la lutte contre leur chômage est moyenne. Aussi, pour 19,9% de personnes enquêtées la lutte contre le chômage est

élevée et enfin pour 16,2% de personnes enquêtées, la lutte contre le chômage est faible.

#### b) Analyse économétrique

Dans cette section, grâce au modèle économétrique formulé au niveau de la méthodologie, nous déterminons l'impact de microcrédit sur les différentes variables d'intérêt pour ladite étude. Le programme utilisé pour l'estimation du modèle est le programme STATA 15.1; à la sortie du programme, on obtient les résultats suivants.

Table 3

Variables	Odds Ratio	Std. Err
Acgri	2.428614**	0.950
Genen	0.0494666	0.106659
Couture	1.816	0.622698
Forge	4.150435***	0.821325
Maroquinerie	1.981195	3.899052
Nivin	0.0457122	0.0584967
Age	0.267359***	0.142986
Montant	0.9743489*	0.0097066
Reac	1.96032392	0.6636
Emploi	0.457122	0.584967
Constante	0.985621	0.01528
Log pseudolikelihood	-11.356755	
Pseudo R	0.345	
Wald Chi-square (10)	49.450	
Prob > chi2	0.0000	
Numbers of obs	300	

Note: \*\*\*  $p < 1\%$ , \*\*  $p < 5\%$ , \*  $p < 10\%$

En analysant les résultats contenu dans le tableau ci-dessus, s'agissant de la conception du modèle, ce dernier est significatif même à un seuil de 1% ( $\text{Prob} > \chi^2 = 0.0000$ ). Ce qui voudrait dire que ce dernier est capable d'expliquer le phénomène faisant l'objet de notre étude. Ainsi donc l'équation économétrique permet d'expliquer l'impact du microcrédit sur le chômage dans notre population d'étude.

Des paramètres de l'équation économétrique ainsi estimé, 4 paramètres sont significatifs et exploitables. L'interprétation de ces paramètres suggères que le montant de crédit accordé est significatif dans la lutte contre le chômage en milieu rural. La création d'emploi se trouve elle aussi significatif dans l'évaluation du nombre de personnes embauchés grâce à ce microcrédit; il faut aussi noter que les personnes ainsi employées se trouvent en dessous du SMIG. En effet, pour la plupart des secteurs étudiés, les employés sont rémunérés par tâche réalisée et varient en moyenne de [750-1500] par jour. De tous les secteurs étudiés constituant le modèle c'est l'agriculture qui possède une ratio plus important s'agissant de l'impact du microcrédit; ce qui s'explique en grande partie par les charges moins importantes et le retour sur investissement plus important que les autres secteurs financés. Les autres secteurs d'activités ne sont pas significatif à cause des charge trop élevée donc ils ont besoin pour démarrer leur activités, c'est le cas des couturiers et des forgerons qui, pour réaliser leurs activités, ont besoin de matériels dont le coût d'achat est largement au-dessus du montant<sup>6</sup> accordé. S'agissant de ceux réalisant la maroquinerie, la guerre avec la secte Islamique « Boko-Haram » est à l'origine de l'effondrement du secteur; En effet, le secteur avait

pour principaux clients les expatriés et touristes; à la fermeture des frontières et à la déclaration de l'Extrême-Nord comme zone dangereuse, le marché s'est effondré. Les artisans ont des difficultés à commercialiser leurs produits donc la consommation locale est très faible pour pouvoir stimuler le marché.

Grâce aux analyses issues de ce travail de recherche et des avis collectés sur le terrain provenant des divers entretiens réalisés sur les bénéficiaires de la localité de Bogo et de Maroua 1 et 2, nous pouvons émettre des recommandations et suggestions dans l'optique de pouvoir améliorer les services qu'offre le PADER dans la région de l'Extrême-Nord. Il est à noter que le souci majeur de l'Etat est de réduire la pauvreté<sup>7</sup> au sein de sa population en luttant efficacement contre le chômage. Il ressort ainsi que, pour améliorer l'impact de ces microcrédits il faut:

- Augmenter significativement le volume de l'offre financière du projet PADER: De l'analyse économétrique ainsi réalisée, il ressort que le montant du microcrédit fourni est certes significatif dans la lutte contre le chômage mais relativement très faible pour induire des effets escomptés. Augmenter le volume de l'offre directement utilisable par les bénéficiaires serait une avancée très significative dans ce processus de lutte contre le chômage en milieu rural.
- Augmenter les investissements dans les secteurs clés et particulièrement celui de l'agriculture: Il ressort des secteurs d'activités que l'agriculture est le seul secteur ayant eu un impact positif grâce au montant alloué pour sa pratique; les autres

<sup>6</sup> Il est à noter que, certains bénéficiaires ont bénéficié d'un montant de 350000 pour la réalisation de leurs activités

<sup>7</sup> D'après la théorie économique il est impossible de totalement endiguer la pauvreté dans le meilleur des cas, il restera la pauvreté incompressible qui est une constante donc les politiques ne peuvent influencer significativement

secteurs à l'instar de la maroquinerie sont victimes de la conjoncture économique qu'est victime la région de l'Extrême-Nord. Cette conjoncture économique est causée par la guerre opposant le Cameroun et ses alliés à la secte islamique boko haram. Tout ceci a entraîné une réduction drastique des touristes et expatriés dans la région ainsi donc, la conséquence a été la réduction des apports financiers dans ce secteur.

- Assurer un suivi continu des activités des bénéficiaires avec des experts du domaine: Il est remarqué et déploré par les bénéficiaires l'absence de techniciens susceptibles d'accompagner les bénéficiaires ; c'est dans le secteur de la forge que le manque s'est fait le plus observer ; Ces artisans essayant tant bien que mal de sortir de l'informel pour s'ériger en structure solides ont besoin d'un appui supplémentaire pour pouvoir réaliser une transformation de ce secteur très porteur en terme d'opportunités pour les jeunes Camerounais désireux de réaliser des activités génératrices de revenus.
- L'utilisation de la langue locale comme outils de formation: Les bénéficiaires déplorent le fait que la langue utilisée pour la communication lors des séances de formation, ne soit pas adéquate et sollicite davantage l'utilisation de la langue locale comme outil de communication, pour permettre à ces derniers de mieux comprendre la formation mais aussi et surtout de pouvoir interagir avec les formateurs lors des séances d'échanges.

## VI. CONCLUSION

La réalisation d'une étude d'évaluation d'une politique publique devient un impératif lorsque ce dernier est actionné depuis plus de 10 ans, dans cette optique, le Fonds National de l'emploi s'est vu attribuer une mission par l'Etat, celui de réduire de manière significative le chômage dans la population Camerounaise. A cet effet le FNE, parmi ses outils développés pour atteindre cet objectif a mis sur pieds un programme dénommé PADER qui accorde des microcrédits à des entrepreneurs en milieu rural dans le souci de lutter contre la pauvreté et au passage contre le chômage. En utilisant la technologie développée par Yunus Mohamed au Bangladesh, pour sortir de l'extrême pauvreté mais aussi de la pauvreté les individus qui ont été exclus du système bancaire classique. C'est un espoir pour beaucoup des pauvres des pays en développement et des pays développés.

Cependant, la microfinance, pour qu'elle puisse jouer pleinement son rôle d'intermédiation financière et faire réintégrer les exclus du système bancaire, doit maîtriser les risques de défaut et assurer la viabilité des institutions. Pour catalyser l'entrepreneuriat en milieu rural, la politique du FNE fut d'utiliser la microfinance

comme moyen de financement de l'entrepreneuriat en milieu rural, en prenant comme appui l'année 2012 comme année de référence, nous avons évalué l'impact de cet outil sur l'entrepreneuriat dans le département du Diamaré en collectant des informations 300 individus financés au cours de la période. En adoptant une démarche welfariste, qui consiste à évaluer l'impact du microcrédit en terme de bien-être chez les bénéficiaires, grâce à un questionnaire administré dans les différentes localités, des données collectées une base de données a été conçue grâce au programme IBM SPSS Statistical Package version 25.0, débutant par des analyses descriptives qui permettent de décrire la population d'étude ainsi que l'impact du microcrédit sur les AGR ; Par la suite nous modélisons grâce au programme STATA 15.1 une équation économétrique en utilisant la régression logistique binaire comme technique économétrique pour la résolution du modèle, la méthode de log maximum vraisemblance est appliquée pour l'estimation des coefficients  $\beta_j$  donc le souci est de mieux comprendre l'impact de cet outil sur la lutte contre le chômage, il en ressort que le modèle est significatif et qu'il permet d'expliquer le phénomène ainsi étudié dans le cadre de notre recherche.

D'après les résultats ainsi générés, le microcrédit est certes significatif dans la lutte contre le chômage mais très faible pour pouvoir avoir un impact qui puisse perdurer dans le temps, ce qui confirme ce que les bénéficiaires évoquaient lors des enquêtes et des entretiens selon lesquelles, « Les microcrédits octroyés par le FNE aux entrepreneurs permet de développer l'entrepreneuriat en milieu rural ».

## BIBLIOGRAPHIE

1. Afrique renouveau (2017). Le chômage des jeunes à l'ombre de la croissance économique. Consulté le Juin 10, 2019, sur Afrique renouveau: <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/%C3%A9dition-sp%C3%A9ciale-sur-la-jeunesse-2017/le-ch%C3%B4mage-des-jeunes-%C3%A0-l%E2%80%99ombre-de-la-croissance>
2. CHAO-BEROFF R. (1997), « Développer des services financiers en milieu défavorisé: le cas des caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées du pays dogon », in: SCHNEIDER H. (dir.), Microfinance pour les pauvres, Paris: FIDA/OCDE, pp. 95-118.
3. Conning JH. (1999). Outreach, Sustainability and Leverage in Monitored and Peer-Monitored lending. Journal of Development Economics 60: 51-77.
4. Diane-Gabrielle Tremblay. (2003). Chômage et transformations du marché du travail; les enjeux sur le plan de la sécurité et de l'insécurité. Université du Québec, PP. 5-6.
5. Dugas-Iregui, Sébastien. (2007). Débat entre institutionnalistes et welfaristes en microfinance.

Chaire-Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement. UQAM. 28 P.

6. Institut National de la Statistique. (2005)., Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005 .
7. Institut National de la Statistique. (2010). Insertion des jeunes sur le marché de l'emploi au Cameroun en 2010.
8. Lelart, M. (2006). De la finance informelle à la microfinance. Éditions des archives contemporaines.
9. MORDUCH J. (1999), « The Microfinance Promise », Journal of Economic Literature, vol. 37(4), pp. 1569-1614.
10. Otero, M. (1999) Bringing Development Back into Microfinance. Journal of Microfinance, 1, 8-19.
11. Sebstad J., Chen G. (1996) Overview of studies on the impact of microenterprise credit, USAID AIMS, Washington DC.
12. Simanowitz, Anton and Alice Walter (2002) Ensuring Impact: Reaching the Poorest while Building Financially Self-Sufficient Institutions, and Showing Improvement in the Lives of the Poorest Women and Their Families. IN Sam Daley-Harris, Ed. Microcredit Summit Campaign. Pathways Out of Poverty. Kumarian: Bloomfield, CT.
13. Soulèye Kanté. (2002). Le secteur informel en Afrique subsaharienne francophone: vers la promotion d'un travail décent ». Genève: Document de travail sur l'économie informelle.
14. Verstraete T., Saporta, B.,. (2006). Création d'entreprise et entrepreneuriat. Editions de l'ADREG.
15. Woller G., Dunford C., W. Woodworth (1999), "Where to microfinance", International Journal of Economic Development, 1, pp. 29-64.

